

# Groupement de commande contrôles techniques obligatoire des lycées et collèges de Gironde

**Adhérent à l'ACENA**

*(Association des coordonnateurs des EPLE de Nouvelle-Aquitaine)*

**2026-2030**

## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Etabli en application des procédures prévues au code de la commande publique

-----

Objet du marché :

**Contrôles et vérifications périodiques obligatoires des installations techniques des lycées et collèges publics de l'Education nationale et de l'Agriculture de la Gironde adhérents.**

Période : du 1<sup>er</sup> février 2026 au 31 janvier 2031

Forme du marché : appel d'offre ouvert

La procédure de consultation utilisée est celle prévue aux articles L 2124-2 et R 2161-2 et suivants du code de la commande publique.

Siège du groupement :  
Lycée Gustave Eiffel  
143, cours de la Marne  
33800 Bordeaux

Le présent règlement de la consultation comprend 6 feuillets, numérotés de 1 à 6

## **Article I. POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur est le chef d'établissement du lycée Gustave Eiffel, coordonnateur du groupement de commandes conformément à l'article L 2113-6 du code de la commande publique. A compter de la date de notification du marché au(x) titulaire(s) soit à compter du 01/02/2026 chaque établissement adhérent au groupement de commandes sera le pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations qui le concernent, telles que définies dans le recensement des besoins.

## **Article II. OBJET**

Le présent marché porte sur les opérations de vérifications et contrôles périodiques obligatoires des installations techniques des adhérents au groupement de commandes (liste jointe pour les besoins recensés en annexe). Ces vérifications techniques prévues par la réglementation en vigueur dans les ERP, doivent être réalisées par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'intérieur, conformément à l'article R122-16 et R123-43 du code de la construction et de l'habitation.

## **Article III. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **III.1. : Procédure de la consultation**

Ce marché fait l'objet d'un appel offre ouvert, régi par les articles R 2161-2 et suivants du code de la commande publique

Les prestations feront l'objet d'une mise en œuvre concertée entre les titulaires et les adhérents dans le cadre de la mission de conseil incombant aux titulaires.

### **III.2 : Décomposition en lots**

Le présent marché est composé de 9 lots.

- **Lot 1** : installations électriques, éclairages & paratonnerre
- **Lot 2** : installations de gaz, installations de cuisson & bilan thermique des chaufferies et du contrôle des rejets atmosphériques
- **Lot 3** : systèmes de sécurité incendie et désenfumage
- **Lot 4** : ascenseurs et appareils de levages (monte charges), appareils de levages (ponts roulants...) et portes et portails automatisés.
- **Lot 5** : installations sportives
- **Lot 6** : équipements de travail (machines-outils, lignes de vie, EPI et travail en hauteur)
- **Lot 7** : appareils et réseaux à pression
- **Lot 8** : contrôles de systèmes thermodynamiques
- **Lot 9** : installations aérauliques des ateliers

Chaque candidat pourra proposer une offre pour un, plusieurs, voire la totalité des lots.

Chaque candidat s'engage à assurer les prestations auprès de tous les établissements mentionnés dans le lot pour lequel il aura fait une offre. La situation géographique des adhérents ou le nombre de sites distincts par adhérent ne doit pas engendrer des défauts de prestations ni de frais afférents au déplacement et à la quantité de lots.

Toute offre incomplète ou imprécise sur un lot sera refusée.

GCCTO33 règlement de consultation « vérifications périodiques obligatoires 2026-2030 »

Il est rappelé que les offres conditionnelles sont interdites.

L'offre pourra-être présentée par une seule entreprise ou par un groupement. Elle devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire.

#### **III.4 : Délai de validité des offres**

Les candidats restent engagés par leur offre dans les 90 jours qui suivent la date limite de dépôt des offres.

#### **III.5 : Durée du contrat**

Le marché est d'une durée de 1 an à compter du 01/02/2026 jusqu'au 31/01/2027 renouvelable par tacite reconduction 4 fois pour une durée maximale, reconduction comprise, de 5 ans.

#### **Article IV. CONTENU ET REMISE DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation sera retiré par le seul biais de la plateforme de dématérialisation suivante :

<http://www.a-mpa.fr>

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation.

Les soumissionnaires peuvent interroger le pouvoir adjudicateur dans la limite de 15 jours avant la date de remise des offres (délai de modification : 10 jours).

Le dossier de consultation comprend :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) établi pour chaque lot
- le présent règlement de consultation
- le cahier des clauses administratives et techniques particulières
- annexe n°1 : la liste des adhérents
- annexe n° 2 : le recensement des besoins des adhérents
- annexe n° 3 : Les bordereaux des prix forfaitaires annuels et/ou unitaires à compléter
- annexe n° 4 : descriptif du rôle de conseil et du centre de ressources
- annexe n° 5 : descriptif et organisation de l'entreprise
- annexe n° 6 : attestation de visite ou de contrat en cours

#### **Article V. PRÉSENTATION ET CONDITIONS D'ENVOI DES OFFRES**

Les offres et tous les documents de la candidature seront présentés en langue française.

L'unité monétaire est l'Euro.

##### **V.1 : Conditions de remise**

GCCTO33 règlement de consultation « vérifications périodiques obligatoires 2026-2030 »

Il sera déposé par le biais de la plateforme indiqué à l'article IV

## **V.2 : Le dossier de candidature**

Il devra comprendre tous les éléments de :

### **1) candidature :**

- la lettre de candidature (ex DC1)
- la déclaration du candidat (ex DC 2) : dans la description des moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché en précisant la taille de l'entreprise, le nombre de salariés, les moyens techniques.
- une déclaration sur l'honneur (ex NOTI2) selon l'article R 2143-3 du CCP attestant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L 241-1 et suivants du CCP. Dans un délai de 10 jours à compter de la demande de la personne responsable du marché, le candidat dont l'offre a été retenue à l'obligation de produire les certificats décrits à l'article R 2143-6 et suivants du CCP attestant qu'il satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

L'ensemble de ces documents peut être remplacé par un DUME (document unique de marché européen).

### **2) offre :**

- L'acte d'engagement signé (ATTRI 1) : un acte d'engagement par lot
- Le(s) bordereau(x) annuels de prix forfaitaires et/ou unitaires daté(s) et signé(s) sur chaque page
- Le catalogue des prestations complètes assurées par le soumissionnaire
- Les procédures de mise en œuvre pour chacun des lots
- Les attestations de visite et ou de contrat, datées et signées par l'adhérent
- Le descriptif technique de l'entreprise ou de la structure soumissionnaire
- Un mémoire technique de l'entreprise ou de la structure soumissionnaire comprenant au minimum le descriptif des moyens mobilisés, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat, l'organisation et les démarches de qualité interne mises en place, la capacité de conseil des adhérent et les champs de contrôle complets que l'entreprise est capable de proposer aux adhérents. Le mémoire comprendra obligatoirement la copie du journal officiel attestant de la validité des agréments conformément à l'arrêté du 11/12/2007, accompagné des attestations des personnels.
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières signé en dernière page et paraphé

Les renseignements correspondants figureront dans le mémoire justificatif joint à l'appui de l'offre.

Nota : avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats ont la possibilité de compléter leur candidature et seront informés dans le même délai.

Les soumissionnaires pourront être invités à présenter devant les membres du bureau leurs mémoires techniques et à répondre à toutes les questions relatives à leur organisation et à la mise en œuvre du marché. Le nombre des intervenants est limité à deux par soumissionnaire. Si un des membres du bureau connaît personnellement un des représentants du soumissionnaire, il devra alors se retirer le temps de l'entretien. L'éventuelle convocation est adressée par courrier simple à l'adresse indiquée sur le dossier de soumission 8 jours avant l'entretien. Le bureau sera alors l'organe attribuant les notes relatives aux qualités techniques et modalités d'organisation.

**Les offres non-conformes aux dispositions précitées ne seront pas retenues**

### **V.3 : Réception**

Les offres doivent parvenir sur la plateforme <https://demat-ampa.fr> :

**Avant le 30/10/2025 à 12h00 heures - terme de rigueur.**

Toute offre parvenue hors délai sera rejetée.

### **Article VI.**

Aucune variante ou alternative n'est autorisée.

### **Article VII. MODALITÉS D'ATTRIBUTION**

Le marché sera attribué en fonction des critères suivants notés selon un barème sur 100 points dont la répartition est la suivante :

- Qualités techniques et modalités d'organisation de l'entreprise (réactivité et moyens humains), capacité de conseil des adhérents ainsi que la connaissance exhaustive du marché (attestations de visite produites et analysées), mise en œuvre du marché : **35** points
- La mise à disposition d'un centre de ressources permanent ou de communication en réseau des données techniques et réglementaires pour chaque adhérent : **15** points
- Prix : **50** points

Le critère prix sera apprécié : nombre de point maximal pour le candidat ayant proposé le prix le plus bas pour l'ensemble des adhérents. La notation pour les concurrents suivants s'établira selon la formule suivante :

$\text{Note} = 50 \times (\text{montant le plus bas} / \text{montant proposé par le candidat})$

Chaque candidat devra faire apparaître dans son offre tout renseignement nécessaire à l'analyse de ces critères par le biais du mémoire technique qui a une valeur contractuelle.

Le candidat qui aura été retenu peut, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, choisir de se désister. C'est le candidat le mieux classé en seconde position selon le barème établi dans le règlement de la consultation qui sera alors retenu.

	(Cachet de l'entreprise)
Le Proviseur, Laurent LEN (Cachet et signature)	Le représentant de l'entreprise (Cachet et signature)
Fait à Bordeaux, le	Fait à